

CONFERENCE MINISTERIELLE DES
ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
ET DU CENTRE SUR LES TRANSPORTS
MARITIMES

SIEGE SOCIAL - A B I D J A N
REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERIAL CONFERENCE OF
WEST AND CENTRAL AFRICAN
STATES ON MARITIME TRANSPORT

HEADQUARTER A ABIDJAN
THE IVORY COAST

CHARTRE DES TRANSPORTS MARITIMES
EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE
OU
"CHARTRE D'ABIDJAN"

CONFERENCE MINISTERIELLE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE
SUR LES TRANSPORTS MARITIMES

A ABIDJAN, Les 5, 6 et 7 MAI 1975

CHARTRE DES TRANSPORTS MARITIMES
EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

PREAMBULE

Les Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre :

- Considérant leur développement économique comme une priorité,
- Considérant l'impact des transports maritimes sur leurs économies,
- Considérant les prises de position arbitraires des conférences maritimes, notamment en matière de hausse de taux de fret,
- Considérant les dispositions favorables du Code de Conduite des Conférences Maritimes pour le développement des marines marchandes des pays en voie de développement, notamment pour la répartition des cargaisons sur la base des 40/40/20

D E C I D E N T

A - ECONOMIE MARITIME

1. De mettre en place un organisme permanent de concertation sur les transports maritimes notamment d'institutionnaliser la Conférence Ministérielle.
2. De créer, afin qu'ils soient fonctionnels avant la fin de l'année 1975, des Conseils de Chargeurs ou des systèmes équivalents dans les pays qui en sont dépourvus.
3. De regrouper ces divers conseils dans un organisme de coopération. A cet effet, la Conférence crée une Commission Ad Hoc dont la mission est d'étudier la forme et le fonctionnement

.../...

15. D'entreprendre une étude sur l'opportunité de créer des compagnies de navigation régionales.

C - PORTS

16. a) De mettre en place des équipements indispensables pour assurer la fluidité du trafic.
b) D'organiser une exploitation des installations portuaires pour la mise en place de structures de gestion appropriées et par une utilisation rationnelle et économique de la main-d'oeuvre portuaire.
c) De doter les ports d'une autonomie de gestion de plus en plus large en vue d'une efficacité meilleure.
17. D'encourager l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre dans la mise en place de structures de coopération et d'information.
18. D'entreprendre des études de développement portuaire à long terme, afin de pouvoir recevoir les navires vracquiers et porte-conteneurs.

D - FAYS SANS LITTORAL

19. D'institutionnaliser la participation des pays sans littoral à la gestion des ports dont ils sont tributaires et de les encourager à prendre des participations au capital des compagnies de navigation des pays côtiers.
20. De veiller à l'application de tarifs préférentiels aux marchandises en provenance ou à destination des pays sans littoral avec l'accord des pays côtiers.

E - ETUDES ET FORMATION

21. De créer et développer, avec l'assistance des organismes spécialisés, des Nations-Unies, des centres régionaux d'étude et de documentation sur les transports maritimes, de créer et de développer des écoles régionales de formation de cadres maritimes, tant navigants que sédentaires dans les meilleurs délais.

MINISTERIAL CONFERENCE OF
WESTERN AND CENTRAL AFRICAN
STATES ON MARITIME TRANSPORTS

ABIDJAN, 5-6-7 MAY 1975

MARITIME TRANSPORT CHARTER FOR
WEST AND CENTRAL AFRICA

PREAMBULE

The States of West and Central Africa,

- Recognising their economic development as a first priority,
- Recognising the impact of maritime transport on their respective economies,
- Considering the arbitrary decisions made by the Maritime Conferences particularly in the field of freight rate increases,
- Considering the favourable dispositions of the Code of Conduct of the Maritime Conferences for the development of the merchant fleets of developing countries, notably for the sharing out of cargoes on a 40-40-20 basis,

D E C I D E

A - MARITIME AFFAIRS

1. To set up a permanent coordinating body on maritime transport and particularly to institutionalise the ministerial conference.
2. To create Shippers Councils or similar bodies in those countries where they do not already exist in such a way that they become operational by the end of the year.

- 14 - To make application to African financing bodies and other international bodies to enable the purchase on favourable terms of the ships necessary for the development of merchant fleets, especially in view of the restrictive measures imposed on export credits by resolution C 7488 - Final of the OECD countries dated 18 July 1974.
- 15 - To undertake a study on the feasibility of setting up multinational shipping companies.

PORTS

- 16 - a) - To put in place the necessary equipment, to ensure the flow of traffic.
 - b) - To organize the use of port facilities by setting up appropriate management structures and by ensuring cost effective and economic utilisation of port labour forces.
 - c) - To give the ports a wider management autonomy in order to obtain higher efficiency.
- 17 - To encourage the Port Management Association of West and Central Africa in the setting up of cooperation and information bodies.
- 18 - To undertake long-term port development studies to accommodate bulk cargo and container vessels.

D - LANDLOCKED COUNTRIES

- 19 - To institutionalize the participation of landlocked countries in the management of the ports on which they depend and to encourage them to participate in the capital of the shipping companies of countries on the coast.
- 20 - To give preferential treatment to goods coming from or going to landlocked countries, with the agreement of coastal countries.

E - TRAINING AND INFORMATION

- 21 - To set up with the help of the specialized bodies of the United Nations regional training and information centres to train both seagoing and shore staff as soon as possible.

République de la GAMBIE

République du GHANA

E. O. DONKOR

P.N.D.C. SEC. MIN OF TRANSPORT & COMMUNICATIONS

République du LIBERIA

Minister of Transport

République Fédérale du NIGERIA

République de SIERRA LEONE

MINISTER OF STATE

TRANSPORT & COMMUNICATIONS

République Populaire d'ANGOLA

République Populaire du BENIN

Azouliho Dolou Martine
Ministre de l'Équipement et des
Transports de la R.P. du Bénin.

BURKINA FASO

Konaté Issa Dominique
Ministre des Transports et des
Communications

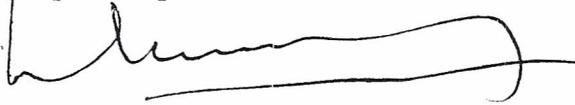
République du CAMEROUN

République du CAP VERT

République CENTRAFRICAINE

République Populaire du CONGO

République de la COTE D'IVOIRE



Jean Konan Banny
Ministre de la Défense

République GABONAISE

République de GUINEE BISSAU

République de GUINEE EQUATORIALE

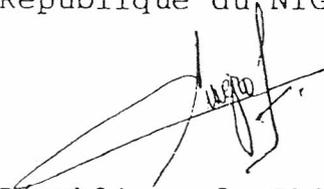
République de GUINEE

Commandant Facine
Touré Ministre des
Transports et T. P

République du MALI

République Islamique de MAURITANIE

République du NIGER



Hamadou MOUSSA-GROS
Ministre des Transports et du
Tourisme -

République de SAO TOME & PRINCIPE

République du SENEGAL



Alassane Dialy Ndiaye
Ministre de l'Équipement

République du TCHAD

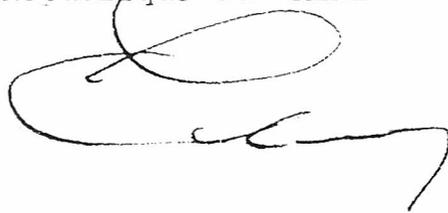


NEGUE - DJIBO

Ministre des Transports
et de l'Aviation Civile.

République TOGOLAISE

République du ZAIRE



Prof. L. SHOMBO
MBIKAYI
Commissaire d'État
aux Transports et Commun-
ications.